En France

Du même auteur

La Fabrication de l'information.
Les journalistes et l'idéologie de la communication
La Découverte, 2000

Résister, c'est créer
La Découverte, 2003

La Méprise. L'affaire d'Outreau
Le Seuil, 2005

Grand reporter. Petite conférence sur le journalisme
Bayard Éditions, 2009

Le Quai de Ouistreham
Éditions de l'Olivier, 2010

FLORENCE AUBENAS

En France

ÉDITIONS DE L'OLIVIER

Les reportages réunis dans le présent ouvrage
ont paru dans *Le Monde*, entre 2012 et 2014.

ISBN 978.2.8236.0776.5

© Éditions de l'Olivier, 2014.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Avant-propos

Les lecteurs se demandent souvent comment un journaliste choisit ses sujets. C'est une question qui revient sans cesse : pourquoi cette histoire et pas une autre ? Pourquoi ce village-là ? Pourquoi cette usine ? Et pourquoi cet homme ? Les explications ne manquent pas. On se rend à cet endroit-là parce qu'un événement s'y est déroulé, incendie ou élection, meurtre ou mariage, peu importe, quelque chose.

Ça paraît simple, non ?

Écrits et publiés dans *Le Monde*, où je suis reporter, les textes rassemblés dans ce livre ont en commun d'être nés dans cette zone d'opacité-là, entre des questions et des réponses qui ne coïncident pas.

Un jour, j'avais rendez-vous du côté de Lyon, pour l'interview d'un syndicaliste. Dans ce cas-là – comme dans presque tous, à vrai dire – il faut prendre le train du matin, si possible le premier, celui qui part très tôt, à l'heure des femmes de ménage et des perquisitions de police. À bord, on se ressemble tous : chacun dort droit sur son siège, s'efforçant de garder quelque dignité dans le sommeil pour éviter que la tête ne chavire sur l'épaule du voisin. Il faut aussi que le billet de train soit à portée de main, nécessitant juste le temps de le dégainer puis de le ranger lorsque le contrôleur viendra, avec l'espoir de pouvoir rester blotti dans ce qui reste de la nuit, sans se

réveiller tout à fait. Bref, nous ne sommes pas des voyageurs, mais des « déplacements professionnels », selon l'expression de certains agents des chemins de fer.

Le convoi ralentit. On se dresse tous, tentant de rassembler nos idées aussi vite qu'on a défroissé la veste et vérifié que l'essentiel est toujours à sa place, le portable, l'ordinateur, le portefeuille, ou les trois à la fois. Au moment où le train entre en gare, il y a toujours quelqu'un pour engouffrer un chewing-gum qui sent fortement le dentifrice. Derrière moi, deux techniciens résument avec hardiesse le sentiment général : « C'est le moment de plonger, comme une frite dans la bassine d'huile bouillante. » Les portières s'ouvrent, chacun s'efforce d'avoir l'air d'attaque. Dans le hall, tout le monde se retourne sur un jeune homme qui attend derrière une pancarte avec le nom de son visiteur : « monsieur Hollande ». Mon syndicaliste est là aussi, un petit type calme accompagné de sa fille. Elle est étonnante, quelques dents couronnées d'or, des tatouages plein les bras.

Au café de la gare, quand sa fille se lève pour téléphoner, le syndicaliste se confie : « J'espère que ça ne vous gêne pas qu'elle soit là. Il faut qu'on la surveille. » Puis plus bas : « Ma femme pense qu'elle a des problèmes. » Pendant ce temps, le jeune homme à la pancarte serre la main d'un gros à moustache se présentant comme « monsieur Hollande, l'autre ». Je lui demande son numéro de portable, à la volée, on ne sait jamais. Une fois l'interview du syndicaliste terminée, je pars finalement avec sa fille : on monte dans le tram, direction un jardin public. On y reste l'après-midi, en compagnie de ses copines. Puis on revient un deuxième jour. Le troisième, tou-

jours à traîner dans le même parc, la fille du syndicaliste finit par m'annoncer qu'elle a « un contrat dans un hôtel avec des michetons. Mon père n'est pas au courant ». L'une des filles se demande s'il faut y aller. Pourquoi ici ? Pourquoi la fille du syndicaliste ? Moi non plus je n'arrive pas à me l'expliquer tout à fait, mais j'y suis.

« Vous n'en avez pas marre de faire les chiens écrasés ? » me demande dans le train du retour mon compagnon de banquette, un autre « déplacement professionnel » comme moi. À son regard, je vois qu'il compatit. Il se trouve que la plupart des « chiens écrasés » que je rencontre sont en fait des « humains écrasés » et que j'ai hâte de prendre le prochain train, très tôt le matin. Alors mon voisin me regarde. Il demande : « Et pourquoi pas moi ? »

Je n'ai pas beaucoup d'idées, en tout cas pas régulièrement. Je n'ai pas énormément d'imagination non plus. Je rechigne encore davantage à théoriser, et c'est souvent un fiasco. Bref, tout me désignait pour devenir reporter.

À force de quais de gare et de pourquoi, les textes choisis pour ce livre ont un autre point commun : ils finissent par dessiner, en pointillé, un territoire, ou plutôt un pays. La France. On croit connaître cet endroit qu'on appelle « chez soi ». En réalité, c'est dans ce paysage familier que commence le mystère.

I

En campagne

« C'est pas ça, la vie »

18 avril 2012

Cela se passe pendant l'année de l'élection présidentielle, pas celle-là, la précédente, en 2007. On est à l'automne, au moment où, dans les fermes et les maisons de la Creuse, on remplit les cuves de fuel en prévision des grands froids. À Guéret, les agents de la Caisse d'allocations familiales (CAF) voient alors arriver des gens qui ne venaient jamais dans leurs bureaux : des retraités avec des pensions de quelques centaines d'euros à peine, mais qui en vivaient silencieusement depuis toujours et se seraient étonnés d'être considérés comme pauvres. Cette année-là, ils poussent la porte de la CAF, gauches, effarés d'avoir à demander quelque allocation, se présentant tous par la même phrase : *« Pour la première fois, je n'ai plus les moyens de faire rentrer le fuel. »*

Chargé de la gestion à l'agence, Patrick Perrichon se souvient en avoir discuté avec ses collègues : *« On voyait que quelque chose était en train de se passer. Mais quoi ? »* Six mois plus tard éclatait la crise économique. La CAF de Guéret, préfecture de la Creuse, est la plus petite de France : 15 salariés, 17 000 allocataires. Un tiers d'entre eux vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. Ici comme ailleurs, cette branche de la Sécurité sociale, chargée de verser les prestations familiales ou sociales (dont le revenu de solidarité active, RSA), est le premier maillon qui relie les Français à l'État. Ou le dernier.

Retour en 2012, juste avant le nouveau scrutin : à la CAF de Guéret, dans le bureau d'Émilienne, il y a Pierrot, cheveux

noirs sur le front, blouson de cuir et sourire du joli garçon accoudé au baby-foot. Il vient vérifier le montant de ses allocations, ce qui consiste ici à dévider sa vie. Pierrot est éboueur, 1 100 euros par mois ; sa femme enchaîne des petits boulots. Leur fille va fêter ses 3 ans et la nouvelle sonne comme une catastrophe : l'allocation « jeune enfant » s'arrête (182 euros). *« On ne va plus y arriver »*, annonce Pierrot. Il faudra lâcher l'appartement au village, revenir s'installer chez sa mère. Pierrot parle tout seul : *« Et si on arrêtait aussi la nounou ? Et si on vendait la voiture ? »*

De toute façon, tout est compté, ils ne bougent plus ou presque, s'autorisant de moins en moins l'hypermarché et plus jamais la sortie au lac de Courtille, le dimanche après-midi. *« Et si on ne travaillait plus ? Et si on vivait des aides ? Des gens font ça, non ? »* Pierrot n'est pas en colère. Il ne jette pas ses phrases, rage aux lèvres, pour annoncer un vote Front national parce que, décidément, trop de gens profitent du système, surtout les étrangers – terme qui désigne ici les Anglais, un temps considérés comme les vampires de la Creuse, achetant nos châteaux et vivant de nos allocs. Non, Pierrot sourit. Il raconte ce monde où les voitures s'arrêtent parce qu'on n'a plus de quoi mettre de l'essence. *« On travaille, on fait tout ce qu'il faut et on se voit tomber. C'est pas ça, la vie. »* Il regarde par la fenêtre les toits de Guéret dans le vert tendre des prés. Puis, à Émilienne derrière son ordinateur, il demande : *« Et vous, vous savez pour qui voter ? »*

Patrick Perrichon, à la gestion, tempère. *« Cette année, beaucoup de jeunes viennent nous dire la même chose : et si on arrêtait de travailler ? Ils se sentent à la limite, ils ne le font*

pas, heureusement. » Pourtant, ses collègues et lui se posent la même question qu'en 2007, avant la crise : *« Quelque chose est en train de se passer. Mais quoi ? »*

Il est 7 h 30, à la CAF toujours, mais à Grenoble cette fois, dans l'Isère. Vu d'ici, Guéret paraît loin, à l'opposé même : Grenoble est une grosse agence urbaine (850 salariés, 216 000 allocataires). L'accueil n'ouvre que dans une heure, mais des personnes commencent à affluer. Ce matin, ce sont deux sœurs blondes, avec le même chignon en pelote posé haut sur la tête, qui sont arrivées les premières. Cela fait des jours que des agents, notamment de la CGT, envoient des SOS : les bureaux sont débordés, ils n'y arrivent plus.

En attendant l'ouverture, on se met à parler présidentielle, presque malgré soi. *« Hier soir, j'ai dit à mon mari : "Éteins-moi cette télé, il y a encore les élections" »*, explique une sœur à chignon. Et l'autre : *« Nous, en ce moment, on ne l'allume plus du tout, sauf quand on a des invités, bien sûr. Sinon, ça fait trop triste. »* Avant, elles voulaient être coiffeuses. Puis vendeuses. Puis femmes de ménage. Maintenant, elles disent qu'elles seront ce qu'on veut, *« c'est-à-dire rien pour l'instant »*, précise l'une, sans fâcherie. Aucune n'a le souvenir d'un fait ou geste de la campagne électorale. À vrai dire, personne n'en a retenu une seule réplique dans la file d'attente ce jour-là. *« Pourtant j'ai bonne mémoire*, s'étonne lui-même un boulanger devenu déménageur. *Je pourrais vous réciter la recette que j'ai vue sur Cuisine-TV. »*

La dernière fois, il avait voté Ségolène Royal. Il le regrette. *« J'aime gagner*, il dit. *Je suis un battant. »* Une femme annonce qu'elle a choisi Chirac. Quand un Turc derrière elle dans la

queue lui révèle qu'il ne se présente pas, elle encaisse rudement le choc. *« De toute façon, les politiques ne font que s'envoyer des gros mots entre eux*, reprend une sœur à chignon. *Avant, au moins, c'est nous qui les engueulions, ça défoulait. Mais même les insultes, ils nous les ont piquées. »* Un soleil pâle flotte dans un ciel pâle, les montagnes paraissent très près, juste au bout du parking.

À 8 h 30, un vigile ouvre les portes de la CAF avec une bonne humeur désarmante et pour 1 100 euros par mois. Il complète avec un deuxième boulot le week-end : nettoyer les hôtels des stations de ski. Le patron vient le chercher en camionnette à 5 heures du matin et le ramène le soir. 68 euros. Le vigile a bien observé chaque candidat à l'élection. Il reste perplexe : *« Je n'arrive pas à m'identifier à l'un d'eux. »*

Le nouveau cahier des charges impose que l'attente n'excède pas vingt minutes : elle culmine parfois à deux heures, ici comme dans les grands centres, le Nord ou Clermont-Ferrand. À Saint-Denis, dans le 93, il faut quatre heures pour atteindre l'accueil. Il y a toujours plus de crise économique, toujours plus de mesures et de législation, toujours moins de personnel : ici, comme dans l'ensemble des services de l'État, seul un départ à la retraite sur deux est remplacé, les congés maternité ne le sont plus du tout.

Une dame avec une poussette déplie son relevé de compte pour prouver qu'elle n'a plus rien : ses allocations n'ont pas été versées. *« Un dossier met deux mois à être traité en ce moment »*, répond l'agent. Seize mille attendent dans les Bouches-du-Rhône.

En 2010, Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations fami-

liales (la CNAF, qui regroupe les CAF locales), s'était alarmé d'une possible *« implosion »*. *« En poussant un coup de gueule, il croyait décrocher des effectifs, comme ça se faisait habituellement »*, raconte un cadre de la caisse. Il a réussi à gratter quelques CDD, pas plus. C'est alors que tout le monde a compris que l'époque avait changé : *« La crise ne touche pas seulement les allocataires, mais nous aussi*, reprend le cadre. *Désormais, il faut faire avec ce qu'on a. »*

Aujourd'hui, certaines caisses doivent fermer ponctuellement pour écluser les retards. Partout, les services de travailleurs sociaux se réduisent. Ici, une photocopieuse s'arrête, parce que le contrat d'entretien n'a pas été payé. Des rumeurs de restructuration circulent, des fonctions valsent. Comme à la Poste ou à ERDF, les arrêts-maladie et les dépressions augmentent, surtout dans les grands centres. Une enquête interne menée en 2011 sur l'ensemble de la Sécurité sociale relève que 5 % des salariés ont pu avoir *« des pensées mortifères ou suicidaires »*.

En ces temps d'élections, reconnaître un manque de moyens reviendrait de fait à s'engager dans la campagne. Jean-Louis Deroussen s'est fait silencieux et prudent, mettant en avant de réelles réussites, comme la décentralisation de la plate-forme téléphonique de Paris à Guéret.

Plus haut que Grenoble, vers Lyon, Vienne est une ville coquette de 30 000 habitants. À la CAF locale, des allocataires apportent des chocolats à Noël et quelques-uns refusent de toucher le complément RSA, par crainte des voisins. Tout le monde se connaît, y compris les SDF, toujours les mêmes sur le même banc, et personne n'imagine se retrouver, un jour, assis à leurs côtés.

Aujourd'hui, c'est Ben qui arrive au guichet. Couvreur-zingueur, la chemise d'une blancheur de lessive, 2 200 euros par mois jusqu'à l'année dernière. Clara, la femme de sa vie, était fière de le présenter à ses parents. Ils ont eu trois enfants et aussi une ambition : ouvrir un local de restauration rapide. C'était l'idée de Clara, *« qui a toujours eu une certaine classe »*. Il y a un an, les chantiers ralentissent, Ben ne trouve plus d'embauche. Clara finit par lui demander de partir, gentiment.

Pour parler de sa vie maintenant, de sa voiture qu'il ne fait plus rouler depuis qu'il dort dedans, de ce sentiment de n'être plus un homme, Ben a un mot : *« Le gouffre. »* Parfois, il s'assoit au volant, fait tourner le moteur et allume l'autoradio. Alors, il se sent en sécurité. Il se dit qu'il n'est pas à plaindre, que le système social français est le meilleur du monde, il a entendu ça quelque part et le répète avec confiance. Il se met à espérer qu'on va parler football aux informations. Et puis non, c'est encore la voix d'un homme politique, qu'il arrive mal à distinguer des autres. *« Pourvu que les gens ne se révoltent pas*, pense Ben. *Je pourrais tout perdre. »*

La femme en face de lui, à l'accueil, ce jour-là, s'appelle Jeanne. Elle doit aller vite, tenir les cadences, *« dégager »* les gens, c'est le terme officiel. Entre elle et les allocataires de l'autre côté du guichet, il n'y a parfois presque rien : Jeanne a 52 ans, divorcée, une fille, 1 300 euros net. Ça fait un moment que les chèques-restaurant servent surtout à remplir le frigo et qu'elle oublie de partir en vacances. *« C'est la fibre sociale qui me fait tenir »*, dit-elle. Ici, on est dans « l'État d'en bas », comme on a pu dire la « France d'en bas ». En 2009, quand le RSA a été lancé, cela avait été une des surprises à la

direction de la CNAF : des salariés de la caisse se sont retrouvés bénéficiaires d'un complément des minima sociaux.

À la CAF de Guéret, Émilienne et sa collègue Martine regardent Pierrot s'en aller avec son blouson de cuir. Martine se souvient de la naissance de son fils, quand, elle aussi, elle s'est dit : *« Et si j'arrêtais tout ? »*

« On doit toujours justifier qu'on est normal »

2 mai 2012

La lettre est parue dans *Midi libre*, le 25 avril, juste après le premier tour de la présidentielle. Sous le titre « Paisible », elle raconte qu'on vote Front national au paradis. *« Mon village de 2 200 habitants ne connaît pas de fermeture d'usine »*, y écrit un certain C.V. *« Viticulture florissante, production de fruits et légumes, élevage de taureaux […] »* Le FN vient d'y dépasser 30 %. *« Pendant combien de temps considérera-t-on les électeurs du Front national comme des débiles ? J'en connais qui ont voté Marine Le Pen parce qu'aucune de leurs attentes n'a été entendue. […] Des petites frappes pourrissent la vie de citoyens. »*

En vrai, « Paisible » s'appelle Aubord, commune du Gard, et on peut y arriver par Saint-Gilles, 16 km au sud, célèbre pour avoir été la première ville moyenne à élire un maire FN, en 1989. Le parti a toujours enregistré, il faut dire, de gros scores dans ces coins-là et, depuis le 22 avril, le Gard détient aussi un record : c'est le seul département où Marine Le Pen passe devant le PS et l'UMP, avec 25,51 %.

À Saint-Gilles, donc, des élus socialistes sont justement en train de mener campagne pour le deuxième tour et, quand leur petite délégation remonte la rue principale, on dirait un frisson qui court le long d'une échine. On se bouscule pour leur parler, on s'excite, on fait cercle. Mais ce ne sont pas leurs sympathisants – pourtant majoritaires ici, puisque la mairie est PS – qui se poussent autour d'eux : ce sont surtout des électeurs FN, électrisés d'en parler. *« Moi, je le vote depuis*

1986 », triomphe Gil Bocassini, fonctionnaire, sur le ton faussement modeste de ceux qui ont senti le coup avant les autres. Christian, un restaurateur (il souhaite comme d'autres rester anonyme), assure que ça fait vingt-cinq ans qu'il dénonce *« l'insécurité dans le quartier chaud de la ville, les abus de l'immigration, la paresse qui rapporte plus que le travail »*. Une jeune dame proteste : *« Quand on vote FN, on doit toujours justifier qu'on est normal. On est comme les autres, on veut être respecté. »*

Devant le bar Le Français, le ton monte d'un coup quand Alex Quinto, plombier de 27 ans, se met à crier aux élus PS : *« Vous défendez les ratons ! »* Sa famille est pied-noire, mais *« ils m'ont laissé me faire ma propre opinion »*, explique-t-il. C'est chose faite depuis que *« des Marocains ont dragué mon ex-copine devant une pizzeria. Les gendarmes sont arrivés. Qui ils ont pris ? Moi, pas les Marocains »*. Maintenant, *« je suis un facho et voilà tout »*, conclut Alex Quinto. Le patron du Français refuse de laisser les élus entrer : *« Pas de politique ici. »*

On peut aussi arriver à Aubord par Vauvert, à travers la Petite-Camargue, des villages isolés entre les rizières et les chevaux, un pays de boulots durs et peu payés. *« À mon époque, on prenait les jeunes de 15 ans pour la récolte des fruits. Ça nous donnait le goût au travail, on était tous ensemble »*, dit Nathalie, agricultrice, 50 ans. *« Maintenant, ce n'est plus permis, nos jeunes sont devant la télé pendant que des étudiants chinois ou des Polonais ramassent les abricots. »* Nathalie est assise à la permanence électorale du FN à Vauvert, où l'avocat Gilbert Collard lance déjà sa campagne pour les législatives. Parmi la quinzaine de sympathisants présents, chacun a ses *« raisons »*, comme

ils disent, le gazole devenu trop cher pour les pêcheurs, le sel importé de Tunisie alors que les Salines du Midi sont à 5 km, les points qui valsent sur le permis de conduire, les droits de succession, les nectarines que l'Espagne produit moins cher, avec un salaire horaire à 6,50 euros. Sylvain, armurier, tempête contre *« les règlements de la chasse aux canards décidés par des gens qui n'ont jamais vu de canards »*. Sa femme Fifi, ex-mannequin au Sénégal, sait que tout Vauvert la montre du doigt depuis qu'elle fréquente le FN. *« Je m'en fiche »*, dit-elle. L'ambiance n'est ni hostile ni fâchée. Plutôt pleine d'espoir : Marine Le Pen va tout arranger, les canards et les nectarines, *« parce qu'elle va faire sauter le carcan »*, annonce Jean-Louis. *« On reviendra à la vie d'avant, c'est ce que veut tout le monde. »* Mais si c'était le cas, pourquoi n'y aurait-il finalement « que » 17 % de suffrages nationaux en sa faveur ? *« Cela m'étonne moi aussi »*, dit Alexandre, 37 ans. *« Les gens ne sont pas encore assez dans la merde. »*

Voilà Aubord. Place de la mairie, on le confirme : ici, on est bien au paradis. Tout le monde a un boulot. Il y a un dentiste et un podologue. On peut aller à Nîmes en bus. Aucun visiteur ne s'arrête, tant mieux, parce qu'il n'y a pas de centre commercial. Même l'eau est mieux qu'ailleurs, pas meilleure mais moins chère. Il ne manque qu'une chose : un distributeur de billets. Comme chacun se connaît, C.V., l'auteur de la lettre au « Midi Libre », est identifié sans peine : c'est Christian Vezon, qui a une villa avec piscine au hameau. Un policier à la retraite. *« Ce sont les petits trucs de la vie qui font voter FN, pas les grandes théories. Quand une voiture descend la rue, sono à fond, trois fois de suite, je regarde les gens*

et j'en vois au moins dix qui passent du côté Front national. » Il affirme que ce n'est pas son cas. Lui-même est un ancien électeur socialiste, passé au MoDem, mais *« je suis comme tout le monde, déboussolé. Si je n'avais pas cette maison et ma famille, je partirais dans un autre pays »*.

Avec l'association AC-Le Feu, bien loin de Bastille

8 mai 2012

Zulika n'ira pas à la Bastille pour l'annonce des résultats de l'élection présidentielle. *« Est-ce que les gens là-bas nous considèrent comme eux ? Non. Ils vous font ressentir qu'on n'est pas des leurs. Nous, on préfère rester ici. »*

Ici, c'est deux tentes blanches à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où l'association AC-Le Feu, créée après les émeutes de 2005, a organisé une soirée électorale. Farida, qui travaille comme consultante, explique que, *« du temps de Mitterrand, oui, on voulait fêter ça tous ensemble. Maintenant, on s'est endurcis, on s'est habitués à rester entre nous »*. La Bastille ? Omar, animateur de 23 ans, a beau réfléchir, le lieu ne lui évoque rien, ni histoire ni symbole. *« Pour moi, la Bastille, c'est la FNAC »*, risque Maxime. *« C'est loin, non ?* continue Jo. *Au moins une heure et demie ? »* Il n'y est jamais allé.

Et puis d'un coup, la centaine d'invités se met à applaudir, à crier : *« Vive la République, vive la France ! »* La télévision vient d'annoncer la victoire de François Hollande. On ne pleure pas, mais ça secoue. Tout le monde se jette dans les bras de tout le monde.

Zouhair Ech-Chetouani ne pourrait pas dire s'il est content, mais soulagé, sûrement : *« Sarkozy, c'était devenu l'angoisse, la division entre les gens. »* Lui se range dans la catégorie des *« mecs déçus »*. Il se souvient de 1981, il était un tout petit garçon le jour de l'élection de François Mitterrand. Sa famille était si

heureuse qu'il était persuadé de se réveiller le lendemain dans un monde absolument différent.

Plus tard, lui aussi avait voulu faire de la politique, à Asnières (Hauts-de-Seine), sa ville. Il raconte les élus locaux de gauche qui disaient : *« Je te mettrais volontiers en bonne place sur ma liste mais, tu sais, les Français sont racistes. Il vaut mieux que je passe devant toi. Pour te protéger, évidemment. »*

Puis, il y avait eu l'arrivée de la droite, d'autres promesses, d'autres désenchantements, dit Zouhair. Juré, c'était fini, on ne l'y reprendrait plus. Et, pourtant, à chaque fois, il y retourne, c'est plus fort que lui. Il a fait la campagne des cantonales, en 2011, en indépendant. Avec plusieurs associations, il a lancé voilà deux jours l'appel à se mobiliser dans les cités contre l'abstention au second tour. Et, là, il est en train d'embrasser Tarek sous la tente de l'association.

Plus bas, dans la rue, des jeunes gens bloquent le rond-point en chantant. Le temps de descendre, cinq voitures de police ont tout dégagé et aligné des garçons, mains en l'air, contre un mur. À la télévision, le discours de M. Hollande vient de commencer. Et Zouhair, pensif : *« On est dans la merde. »*